

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
Pôle risques accidentels, risques chroniques  
2 quai de Verdun  
82000 MONTAUBAN

Montauban, le 23/06/22

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **ANNIC SAS**

La Mayounelle  
82250 LAGUEPIE

Références : JCB/2022-0666

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/06/2022 dans l'établissement ANNIC SAS implanté La Mayounelle 82250 LAGUEPIE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le visite de l'établissement est effectuée dans le cadre du Programme Pluriannuel de Contrôle de l'inspection.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ANNIC SAS
- La Mayounelle 82250 LAGUEPIE
- Code AIOT dans GUN : 0006806116
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société "ANNIC SAS" oeuvre dans la conception, la fabrication et la commercialisation de chaussures de sécurité. L'usine de Laguépie est spécialisée dans une partie des procédés de fabrication. Elle consiste à l'injection des semelles sur les tiges (corps de la chaussure) en provenance d'une autre unité de production basée au Maroc.

Outre cette activité, on retrouve sur l'entité Tarn et Garonnaise la réception et le stockage de matières premières, la réception et le stockage d'éléments intermédiaires, la conception, le design ainsi que la stockage et l'expédition de produits finis pour moitié à l'export.

La société "ANNIC", créée en 1955, a intégré le groupe Honeywell en 2010. Elle compte aujourd'hui 56 salariés pour un rythme de fabrication annuel d'environ un million de paires de chaussures.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- actions correctives réalisées suite à la précédente inspection (REACH, fluide frigo...);
- situation administrative de l'établissement (évolution des activités et/ou de la réglementation);
- gestion et surveillance des effluents aqueux;
- maîtrise et approvisionnement en eau incendie;
- analyse risque contre la foudre.

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suivi visite 2019	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-79 et R.543-81	/	Sans objet
Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 19/02/2013, article Article 2.2.2	/	Sans objet
Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 19/02/2013, article Article 2.3.1	/	Sans objet
Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 19/02/2022, article Article 2.3.3	/	Sans objet
Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 19/02/2013, article Article 2.4.4	/	Sans objet
Prévention des risques incendie et explosion	Arrêté Préfectoral du 19/02/2013, article Article 6.3.4	/	Sans objet
Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 19/02/2013, article 6.5.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suivi visite 2019	Code de l'environnement du 25/03/2022, article R.512-47	/	Sans objet
Suivi visite 2019	Règlement européen du 18/12/2006, article Article 31	/	Sans objet
Suivi visite 2019	Règlement européen du 18/12/2006, article Article 31	/	Sans objet
Suivi visite 2019	Règlement européen du 18/12/2006, article Article 31	/	Sans objet
Suivi visite 2019	Arrêté Préfectoral du 19/02/2013, article Article 6.4.3	/	Sans objet
Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 19/02/2013, article Article 2.4.1	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Classement administratif	Arrêté Préfectoral du 19/02/2013, article Article 4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des améliorations sont attendues à moyen terme concernant la gestion des effluents aqueux provenant des ateliers de production, notamment des condenseurs des compresseurs. En outre, des compléments d'information sont nécessaires pour ce qui de l'alimentation du site en eau d'extinction en cas de sinistre.

### 2-4) Fiches de constats

#### Nom du point de contrôle : Suivi visite 2019

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/03/2022, article R.512-47
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Equipements utilisant des fluides frigorigènes
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement Annic à Laguëpie dispose de 38 équipements :  34 équipements au R410A de 0,7 kg à 7,7 kg (de 1,5 à 16,2 t eq CO2) ;  1 équipement au R422A de 7 kg (22 t eq CO2) ;  1 équipement au R407F de 15 kg (27,4 t eq CO2) ;  1 équipement au R407C de 1,2 kg (2,1 t eq CO2) ;  1 équipement au R134A de 3 kg (4,3 t eq CO2) ;</p> <p>Au regard des équipements frigorifiques de capacité unitaire supérieure à 2 kg présents sur le site, la quantité cumulée de fluide est inférieure à 300 kg (119,2 kg). Les installations sont donc non classables (NC) sous la rubrique 1185-2.a (ex 4802-2-a) de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Toutefois ces installations n'apparaissent pas dans l'arrêté d'autorisation du 19/02/2013.</p> <p>Lors d'une prochaine mise à jour des activités exploitées sur le site, il serait souhaitable d'informer le préfet de l'existence de ces équipements frigorifiques.</p> <p><b>Constats :</b> L'information au titre des équipements présents sur site concernés par la rubrique 1185 n'a pas été transmise au préfet. Toutefois, la globalité des appareils présents sur le site n'induit aucun dépassement de seuil de classement.  La rubrique 1185 au sein d'un acte administratif relatif au site sera mentionnée au sein du prochain arrêté préfectoral notifié à l'exploitant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : Suivi visite 2019

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-79 et R.543-81
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Contrôle d'étanchéité des équipements frigorifiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Lors de la précédent visite, le constat suivant a été formulé :</b> <i>Il y a 16 équipements au R410A de 6,3 à 16,1 t eq CO2, 1 équipement au R422A de 22 t eq CO2 et 1 équipement au R407F de 27,4 t eq CO2. Ces 18 équipements doivent être contrôlés tous les ans. Les fiches d'intervention sont établies sous le CERFA 15497*2, mais que depuis 2018. Toutefois en 2018, 10 équipements sur les 18 ont un CERFA d'établi. Il est rappelé que le CERFA 15497*2 est obligatoire depuis juillet 2016 et qu'il doit être rempli pour :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'assemblage de l'équipement ;</li> <li>- la mise en service de l'équipement</li> <li>- la modification de l'équipement</li> <li>- la maintenance de l'équipement ;</li> <li>- le contrôle d'étanchéité périodiquement ;</li> <li>- le contrôle d'étanchéité non périodiquement ;</li> <li>- le démantèlement ;</li> </ul> <p><i>ou dans les autres cas à préciser (ex : retrofit)</i></p> <p><i>Les derniers contrôles d'étanchéité de l'ensemble des équipements ont été réalisés les 06/07/2017 et 08/10/2018. La périodicité des contrôles d'étanchéité n'est donc pas respectée. L'exploitant indique avoir mis en place, en 2019, un suivi des contrôles d'étanchéité. Il a, par ailleurs, été constaté que la date sur certaines vignettes bleues n'était pas correcte. Il est demandé, à l'exploitant :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de s'assurer que la périodicité des contrôles d'étanchéité soit bien respectée ;</li> <li>- de donner la quantité des fuites accidentelles sur 2018 ;</li> <li>- De mettre en place un suivi des fuites accidentelles ;</li> <li>- de veiller à ce que les CERFA 15497*2 soient établis notamment - — - pour les équipements ayant un contrôle d'étanchéité obligatoire et - - pour les cas cités au-dessus ;</li> <li>- de mettre en place un archivage de ces CERFA ;</li> <li>- de vérifier que la date sur les vignettes bleues est celle de la date limite de validité du contrôle d'étanchéité (et non pas celle du dernier contrôle).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Selon l'exploitant, un organisme intervient à fréquence annuelle sur l'ensemble des équipements contenant de fluides frigorigènes. Ledit organisme, titulaire d'une attestation de capacité valable jusqu'au 18/11/2024 et l'opérateur intervenant sur le site dispose de l'attestation d'aptitude réclamée par la réglementation.</p> <p>Un inventaire des équipements a été effectué. Le document de synthèse est présenté en séance. Il fait état de la présence de 36 appareils dont 18 disposant d'une charge en fluide supérieure à 2kg. Il apparaît sur le tableau de synthèse fourni en séance, une vérification par l'organisme (notamment contrôle d'étanchéité) de 26 climatiseurs le 1er juin 2022.</p> <p>Toutefois, des incertitudes persistent sur 10 équipements dont 9 nécessitant plus de 2kg de fluide. Par sondage, il est constaté l'établissement satisfaisant du "Cerfa 15497*02 " lors de vérification. Aucune fuite n'a été recensée lors de l'intervention de l'organisme en juin 2022. Les équipements de clim sont chargés en fluide R410A (HFC) pour 33 d'entre eux, R449A (mélange HFC/HFO) pour 2 autres et enfin en R32 (HFC) pour le local TGBT.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'exploitant doit procéder à la vérification de l'ensemble de ses équipements de production de froid entrant dans le champ d'application de l'article 4 de l'arrêté du 29 février 2016 à savoir effectuer un contrôle annuel d'étanchéité (en l'absence de système permanent de détection de fuite) pour tous les appareils utilisant des HFC en charge comprise entre 5 tonnes et 50 tonnes en équivalent CO2. les justificatifs en ce sens sont adressés dès réalisation à l'inspection.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Suivi visite 2019**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article Article 31
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Conformité de la FDS du mélange « ISOPUR NV 7092/9111 »
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Lors de la précédent visite, le constat suivant a été formulé :</b> <i>La substance « Acide benzenedicarboxylique » (CAS 68515-49-1) est présente dans le mélange « ISOPUR NV 7092/9111 ».</i> <i>Elle est à l'annexe XVII de REACH. (Entrée n° 52) :</i> <i>« Moins de 0,1 % en poids de la matière plastifiée, dans les jouets et articles de puériculture qui peuvent être mis en bouche par les enfants ».</i> <i>Le produit est fourni en fûts de 25 kg par un fournisseur allemand. La quantité achetée en 2018 est de 2 945 kg.</i> <i>Pour la FDS du mélange « ISOPUR NV 7092/9111 » remise le jour de la visite, il n'y a pas d'information :</i> <i>à la rubrique 3, sur la substance « Acide benzenedicarboxylique » (CAS 68515-49-1) et sur sa classification harmonisée ;</i> <i>à la rubrique 15, sur l'annexe XVII REACH et notamment sur la restriction de l'« Acide benzenedicarboxylique ».</i>  <i>Il est demandé à l'exploitant de :</i> <i>- se rapprocher de son fournisseur pour obtenir les explications sur l'absence d'information relevée au-dessus et éventuellement mettre à jour sa FDS sur ces points ;</i> <i>- tenir informer l'inspection des suites données par son fournisseur.</i>
<b>Constats :</b>  Une fiche de données de sécurité (FDS) pour le produit de dénomination commerciale "ISOPUR-NV-07092/9111 schwarz", ayant fait l'objet de modifications depuis la dernière visite, est présentée en séance. La rubrique 3 de ce document mentionne que ce produit ne contient pas de substances à mentionner selon le règlement CE n°1907/2006 (REACH), annexe II. En conséquence, il n'y a pas lieu à mention particulière pour ce produit en rubrique 3 de la FDS. La rubrique 15 énonce les restrictions applicables au produit en vertu de l'entrée 52 de l'annexe XVII du règlement CE 1907/2006.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Suivi visite 2019**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article Article 31
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Conformité de la FDS du mélange « CYCLONE CAP VERT AZUR »
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Lors de la précédent visite, le constat suivant a été formulé :</b> La substance « Botoxyethoxy » (CAS 112-34-5) est présente dans le mélange « CYCLONE CAP VERT AZUR ». Elle est à l'annexe XVII de REACH. (Entrée n° 55) : « Moins de 3 % en poids dans les peintures en aérosol ou les nettoyeurs en aérosol dans les générateurs d'aérosols destinés au grand public ». Le produit est fourni en bidon de 5 l par un fournisseur allemand. La quantité achetée en 2018 est de 20 l. Pour la FDS du mélange « CYCLONE CAP VERT AZUR » remise le jour de la visite, la classification harmonisée de la substance « Botoxyethoxy » est bien reprise, à la rubrique 3. Par contre, à la rubrique 15, il n'y a pas d'information sur l'annexe XVII REACH et notamment sur la restriction du « Botoxyethoxy ».  Il est demandé à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none"><li>- se rapprocher de son fournisseur pour obtenir les explications sur l'absence d'information relevée au-dessus et éventuellement mettre à jour sa FDS sur ce point ;</li><li>- tenir informer l'inspection des suites données par son fournisseur.</li></ul>
<b>Constats :</b> Une fiche de données de sécurité (FDS), dont la dernière révision est datée du 02/08/2019, pour le produit de dénomination commerciale "CYCLONE CAP VERT AZUR" est présentée en séance. Ce document précise à sa rubrique 15 les restrictions applicables à ce produit en référant notamment le point 55 de l'annexe XVII du règlement CE n° 1907/2006.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Suivi visite 2019**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article Article 31
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Conformité FDS « ISO 187/73 »
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Lors de la précédent visite, le constat suivant a été formulé :</b> La substance « Diisocyanate de méthylènediphényle » (CAS 101-68-8) est présente dans le mélange « ISO 187/73 ». Elle est à l'annexe XVII de REACH. (Entrée n° 56) : « Moins de 0,1 % du mélange est fourni au grand public. Exemption : adhésifs thermofusibles ». Le produit est fourni en vrac (camion citerne) par un fournisseur français. La quantité achetée en 2018 est de 341 133 kg. Ce produit est conservé dans 2 cuves en acier de 20 000 l. Pour la FDS du mélange « ISO 187/73 » remise le jour de la visite, la classification harmonisée de la substance « Diisocyanate de méthylènediphényle » est bien reprise, à la rubrique 3. Par contre, à la rubrique 15, il n'y a pas d'information sur l'annexe XVII REACH et notamment sur la restriction du « Diisocyanate de méthylènediphényle ».  Il est demandé à l'exploitant de : se rapprocher de son fournisseur pour obtenir les explications sur l'absence d'information relevée au-dessus et éventuellement mettre à jour sa FDS sur ce point ; tenir informer l'inspection des suites données par son fournisseur.
<b>Constats :</b> Une fiche de données de sécurité (FDS), dont la dernière mise à jour est datée du 12/01/2022, pour le produit de dénomination "Iso 187/73 Composant Isocyanate" " est présentée en séance. Ce document précise à sa rubrique 15 les restrictions, interdictions et autorisations relatives à ce produit en vertu notamment des points 56 et 3 de l'annexe XVII du règlement CE n° 1907/2006.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Suivi visite 2019**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2013, article Article 6.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souillées et potentiellement polluées
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Lors de la précédent visite, le constat suivant a été formulé :</b> La mise en place de la rétention en cas d'incendie (scénario 2, mail du 29-05-2018) est en cours de finalisation ; le devis a été accepté le 26 avril 2019. L'exploitant s'est engagé lors de la visite, indiquant que le bassin serait en place fin 2019.
<b>Constats :</b> Il est constaté la mise en place d'un bassin de rétention destiné à recueillir l'ensemble des effluents générés par un sinistre impactant la partie haute de l'établissement ( bâtiments de stockage produits finis et emballages). Son volume est estimé à 400 m3 (évaluation minimale confirmée lors de la visite de terrain). La partie basse de l'usine, siège des lignes de fabrication, a été équipée sur chacune de ses entrée de 2 dispositifs "batardeaux" permettant, associé à une dalle bétonnée étanche, de conférer un caractère rétenteur à ce bâtiment pour un volume de 720 m3. Le déclenchement des deux systèmes précités est asservi à l'alarme incendie mais peut être également activé manuellement. Le cumul des deux capacités de rétention répond aux exigences reportées au sein de l'arrêté préfectoral imposant un volume de confinement de 776 m3 au total.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Prévention de la pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2013, article Article 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un plan des réseaux d'alimentation et de collecte de ses effluents. Ce plan, daté et régulièrement remis à jour, doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, postes de relevage, postes de mesure, les points de rejet notamment dans le réseau communal.
<b>Constats :</b> Un document est présenté en séance. Ce dernier s'avère incomplet tant concernant l'identification claire des différents réseaux existants sur le site que par l'absence de matérialisation des équipements composant le réseau aqueux de l'établissement (vanne de protection, compteurs, dispositifs de traitement, identification et localisation des différents points de rejet...).
<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>L'exploitant doit réaliser un plan des réseaux aqueux existants au sein de son établissement. Ce document doit a minima identifier les éléments mentionnés à l'article 2.2.2 de l'arrêté préfectoral du 19 février 2013.</b></li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Prévention de la pollution des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2013, article Article 2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Identification des effluents et traitement
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux usées des postes sanitaires (eaux vannes) sont rejetées au réseau d'assainissement communal. L'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes avant le 30 septembre 2014 : <ul style="list-style-type: none"><li>- Les eaux pluviales de « voiries véhicules » et aire de chargement/déchargement sont collectées et traitées par débourbeurs-déshuileurs avant rejet au réseau pluvial ;</li><li>- les eaux pluviales de « voiries piétons » et eaux de toitures sont collectées par un réseau spécifique et rejetées au réseau pluvial communal.</li></ul>
<b>Constats :</b> Le site dispose de 3 points de rejets vers le milieu extérieur vers lesquels sont dirigées les eaux pluviales (toiture, parking et aire de chargement/déchargement). Concernant les effluents issus des voiries, ils sont préalablement à tout rejet traités par un séparateur/débourbeur avant rejet vers le réseau pluvial communal. Les eaux de toiture quant à elles sont directement rejetées au même réseau pluvial communal. Chaque exutoire est muni d'un point de prélèvement adéquate. Une campagne de vérification de la qualité des effluents est réalisée à fréquence quinquennale (dernière intervention de l'organisme en mars 2022).  Pour ce qui est des eaux vannes, elles sont rejetées vers le réseau d'assainissement communal. Toutefois, il est noté que des eaux en provenance des condensateurs des compresseurs équipant le site sont également déversées vers le réseau communal. Dans la mesure où ces effluents sont à considérer comme industriels (charge excessive en hydrocarbures) cette situation s'avère inacceptable en l'état. <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>L'exploitant ne doit en aucun cas déverser vers le réseau d'assainissement communal des effluents générés par ses process de fabrication. Ces eaux doivent être gérées comme des rejets industriels. Il appartient à l'exploitant mettre en place les dispositions nécessaires afin de régulariser la situation de son établissement concernant les eaux issues des condensateurs de compresseurs.</b></li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Prévention de la pollution des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2022, article Article 2.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Opérations de nettoyage
<b>Prescription contrôlée :</b> Le nettoyage des moules est effectué de manière sèche. Les déchets solides générés par le nettoyage sont éliminés conformément au titre 5 du présent arrêté. Les opérations de nettoyage à l'eau sous haute-pression des différents équipements et matériaux de production (environ 1 m3/mois) se déroulent sur une aire étanche et aménagée pour la collecte des effluents. Elle est dotée de 2 bacs étanches de 1 m <sup>3</sup> implantés en fosse bétonnée et vidés régulièrement. Les effluents collectés sont éliminés en tant que déchets dangereux conformément au titre 5 du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Les eaux de nettoyage de l'équipement haute-pression, sont récupérées en fosse et éliminées comme déchets via une filière adaptée. Concernant le nettoyage à sec, il n'est plus à ce jour générateur de déchets dans la mesure où un changement de technologie a été mis en place en fin d'année 2021 (nettoyage laser). De plus, ce nouveau système a induit une réduction drastique de la consommation en eau du poste de nettoyage (environ divisée par 5). Aucun bulletin de suivi de déchets des eaux issus du nettoyeur haute pression n'a pu être présenté en séance.  <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>L'exploitant doit s'assurer du traitement final de l'ensemble des déchets dont le site est à l'origine. Il doit archiver de manière judicieuse et tenir à disposition des services de contrôle les justificatifs en ce sens.</b></li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Prévention de la pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2013, article Article 2.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de rejets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le rejet au réseau pluvial communal des effluents mentionnés au 2.3.1 et éventuelles eaux d'extinction incendie respecte les VLE suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- pH, entre 5,5 et 8,5 ;</li><li>- Température, 30°C ;</li><li>- MES, 35 mg/l ;</li><li>- DBO5, 30 mg/l ;</li><li>- DCO, 125 mg/l ;</li><li>- HCT, 10mg/l ;</li><li>- Indices phénols, 0,3 mg/l ;</li><li>- AOX, 1 mg/l ;</li><li>- Arsenic et composés, 0,1 mg/l ;</li><li>- Métaux totaux, 15 mg/l ;</li><li>- Chrome hexavalent, 0,1 mg/l ;</li><li>- Cyanures, 0,1 mg/l</li></ul> <p>Ces valeurs limitent doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration. [...]</p>
<p><b>Constats :</b> Un rapport de contrôle de la dernière intervention de l'organisme (mars 2022) est présenté en séance. Ce document met en évidence une situation satisfaisante concernant les rejets d'effluents vers le réseau pluvial communal.</p> <p>Les fréquences de contrôle sont en accord avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral, elles sont réalisées tous les 5 ans.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Prévention de la pollution des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2013, article Article 2.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des émissions
<b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure de concentration des polluants rejetés dans les effluents est effectuée par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement selon la fréquence ci-dessous : Aux issues des débourbeurs-séparateurs d'hydrocarbures : teneurs en hydrocarbures totaux Ces mesures sont effectuées sur un échantillon moyen journalier des effluents rejetés représentatif du fonctionnement des installations. Cet échantillon est constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins 2 prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.
<b>Constats :</b> Une intervention de l'organisme "APAVE" a été effectuée le 2 mars 2022. Le rapport associé est présenté en séance. Ce document met en évidence un contrôle de la qualité des effluents aqueux réalisés sur 4 points de rejets en conformité avec les modalités de réalisation prescrites. Les prélèvements ont été effectués en sortie des deux débourbeurs-séparateurs d'hydrocarbures présents sur le site ainsi qu'au niveau du rejet canalisant les eaux de toiture reversées au réseau pluvial. Les paramètres référencés à l'article 2.2.4 de l'arrêté préfectoral ont été analysés. Aucun dépassement des valeurs seuils à respecter n'est relevé. Un quatrième échantillon a fait l'objet d'une analyse. Il correspond à un prélèvement réalisé sur le réseau d'exutoire des condensateurs des compresseurs utilisés en atelier de fabrication. Ces effluents sont rejetés au sein du réseau des eaux vannes du site. Les valeurs limites de qualité s'avèrent non satisfaisants sur plusieurs paramètres (DCO, DBO, HCT...). De plus, le rejet d'eau de process vers le réseau public de traitement s'avère non réglementaire en l'état. <ul style="list-style-type: none"><li>• L'exploitant doit régulariser sa situation réglementaire concernant le rejet des effluents aqueux générés par les condensateurs des compresseurs en activité sur le site. Ces derniers doivent respecter les critères de qualités fixés par l'arrêté préfectoral (cf article 2.4.1) et être dirigés vers un exutoire dûment autorisé.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Classement administratif**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2013, article Article 4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement administratif
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations objet de la présente autorisation d'exploiter sont les suivantes : - 1158-B1 : Emploi ou stockage de Diisocyanate de diphénylméthane (MDI) Quantité présente supérieure à 20 Tonnes, soit 60 tonnes (2x25m3) ; - 2360-1 : Ateliers de fabrication de chaussures Puissance supérieure à 200 kW, soit 800 kW ; - 2661-1b : Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs etc.) Quantité comprise entre 1 et 10 T/jour soit 3,78 t/jour ; - 1510 :Entrepôts couverts de plus de 500 Tonnes de produits combustibles Volume des entrepôts inférieur à 5 000 m <sup>3</sup> , soit 13 522 m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b> Le site n'a pas connu d'évolution de nature à modifier sa situation administrative depuis la notification de l'arrêté préfectoral. Toutefois, il est à noter une évolution de la nomenclature des installations classées entraînant la suppression de la rubrique 1158 relative à l'emploi ou stockage de diisocyanate de diphénylméthane (MDI). Un travail de positionnement de l'établissement par rapport à la nomenclature des installations classées a été effectué par l'exploitant suite à cette évolution. Le site se retrouve aujourd'hui toujours sous un régime d'autorisation mais au seul titre de la rubrique 2360-1 relative aux "ateliers de fabrication de chaussures, maroquinerie ou travail des cuirs et des peaux". Une réactualisation administrative par le biais d'un arrêté préfectoral complémentaire est à prévoir.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Prévention des risques incendie et explosion**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2013, article Article 6.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection les effets directs et indirects de la foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> Mise à jour de l'ARF : Une analyse risque foudre visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion des modifications substantielles au sens de l'article R.512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. En fonction des résultats de l'ARF ainsi mise à jour, l'exploitant met en œuvre les dispositions des articles 18 à 22 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 sus-mentionné.
<b>Constats :</b> Le site a été soumis à la réalisation d'une analyse risque foudre lors de l'instruction de sa demande d'autorisation ayant conduit à la notification de l'arrêté préfectoral de 2013. Une étude a alors été jointe au dossier de demande d'autorisation. Toutefois, la démarche prescrite par l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 (ARF, étude technique, installation, vérifications...) ne semble pas avoir été effective dans la mesure où aucun justificatif en ce sens n'a pu être présenté en séance.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Moyens de secours contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2013, article 6.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Poteaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Le site est protégé par les poteaux incendie suivants: - 2 poteaux de débits de 60 et 93 m <sup>3</sup> /h à l'entrée du site au Sud-est et à 200 m au Nord-ouest; - 1 poteau de débit supérieur à 60 m <sup>3</sup> /h localisé au nord-est alimenté par le château d'eau municipal de 400 m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b> Il est fait état en visite de la présence de deux poteaux incendie à disposition de l'établissement en cas de nécessité. En conséquence, le nombre de bornes effectives à proximité directe du site ne semble pas suffisant. De plus, il n'a pas pu être fourni des justificatifs concernant l'évaluation du débit des ouvrages précités. <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>L'exploitant doit s'assurer que les bornes à incendie utilisables pour combattre un sinistre auquel son établissement serait confronté sont alimentés de manière à assurer un débit de nature à répondre aux termes de l'article 6.5.1 de son arrêté préfectoral. Il doit en outre s'assurer et justifier qu'il dispose des moyens en eau suffisant pour maîtriser un événement accidentel majeur.</b></li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet